

Les lapsus révélateurs qui ont marqué le 1er quinquennat de Macron

écrit par Messin Issa | 26 avril 2022





Le quinquennat de Macron a été marqué par deux lapsus fort révélateurs. L'un portant sur la politique intérieure, l'autre sur la politique extérieure. Ces deux lapsus mettent à nu le programme poursuivi par Macron durant ces cinq années de règne.

À peine quatre mois après son élection, le président Macron annonçait son souhait de « **sortir de l'État de droit** ».

C'était le 19 septembre 2017. Macron était à New York et s'adressait à quelque 800 membres de la communauté française aux États-Unis.

Se tenant droit face au public, il déclare haut et fort : «

J'ai décidé qu'en novembre prochain, nous sortirons de l'État de droit. »

L'assistance ne dit mot. Elle consent.

Si Macron veut nous sortir de l'État de droit, c'est son droit le plus absolu, devaient penser les 800 Français imbus des valeurs démocratiques des États-Unis.

Macron, qui venait de prendre ses fonctions en tant que président de la République française le 14 mai 2017, poursuit ses propos avant de réaliser son lapsus au bout de quelques secondes et de se corriger : *« De l'État d'urgence, pardonnez-moi... »*.

Il s'agissait de l'État d'urgence décrété, sous François Hollande, dans la nuit du 13 au 14 novembre 2015 après les attentats de Paris.

Macron semble interloqué par le silence de son auditoire face à ce lapsus. D'un tour de main, il va rendre l'assistance plus coupable de ce lapsus que lui-même. *« Je constate qu'il n'y a pas eu de réactions, dit-il. J'ignore si c'est de la torpeur ou de l'acquiescement. Je choisis la première option ! »*

Non, Monsieur le président, il y a une 3e option, la plus vraisemblable. Les Français, qu'ils soient à Paris ou à New York, ont cessé d'être des citoyens pour n'être que des pantins et des moutons. La preuve, ils vous ont élu. Et réélu.

Vous avez déjà vu des moutons s'opposer à leur berger ou leur boucher ?

Mais qu'est-ce qui a fait que la langue du président ait fourché et qu'au lieu de parler d'État d'urgence, il ait parlé d'État de droit ?

Qu'est-ce qui a fait que l'État de droit l'emporte dans sa tête et dans sa bouche sur l'État d'urgence ?

La différence est pourtant de taille. Le lapsus est souvent considéré comme étant juste une question de confusion dans la prononciation du mot, comme c'est le cas de Rachida Dati, alors ministre de la Justice, qui a parlé de « fellation » au lieu d'« inflation », et un peu plus tard de « gode » au lieu de « code ». Son esprit était assiégé par les tourments et les désirs de son corps.

Comme l'est Rachida Dati pour ses plaisirs charnels, apparemment inassouvis, l'esprit d'Emmanuel Macron est obsédé par la sortie de l'État de droit, un plaisir également inassouvi.

Cette question était sûrement à l'ordre du jour du gouvernement formé après son élection. **La preuve, quelques jours plus tôt, le 12 septembre 2017, son ministre de l'Intérieur d'alors, Gérard Collomb, parlait également de la « sortie de l'État de droit ».**

Alors qu'il défendait son projet de loi antiterroriste devant la Commission des lois de l'Assemblée nationale, Gérard Collomb, voulant évoquer la sortie de l'État d'urgence, qui venait d'être prolongé pour la sixième fois, va aussi fourcher en parlant de « sortie de l'État de droit ». **Un lapsus répété en l'espace de quelques jours par un ministre de l'Intérieur et son président n'est pas un simple lapsus. Un lapsus commis à Paris, puis quelques jours plus tard à New York, n'est pas un simple un lapsus.**

C'est une vérité qui fait l'unanimité au sein d'un gouvernement. Une vérité exportée au-delà des frontières de la France. Une vérité universelle.

La sortie de l'État de droit, c'était tout le programme politique de Macron.

L'État d'urgence de 2015 prendra fin le 1er novembre 2017 quand entre en vigueur la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, dite loi SILT.

Mais un autre État d'urgence attendait sur le banc de touche, l'État d'urgence sanitaire.

Il va entrer sur le terrain le 23 mars 2020.

On imagine le président Macron comblé. Il va encore pouvoir s'exercer à sortir de l'État de droit.

C'est une obsession.

Il y aura peut-être encore un État d'urgence au vu de la guerre qui se déroule en Ukraine et des supposées menaces russes contre l'Europe et contre l'Occident en général.

Là aussi, le président Macron s'est trahi quand sa langue a fourché en révélant ce qui se tramait dans son esprit.

Interrogé sur la situation en Ukraine et sur les relations diplomatiques entre la France et la Russie, lors d'une émission de télévision, le 6 avril, le président Macron n'a pas pu empêcher la vérité de s'éclater sur les véritables buts qu'il poursuivait par sa dite diplomatie : « J'assume totalement d'avoir constamment, au nom de la France, **parlé au Président de la Russie pour éviter la paix », a-t-il déclaré.**

Macron s'est rapidement repris, présentant ses excuses et se corrigeant : « **Pour éviter la guerre** ».

Mais un lapsus est comme un missile. On ne peut plus l'arrêter quand on l'a lancé.

Il y a eu d'autres lapsus fort significatifs dans la bouche de Macron. On en gardera que le plus récent :

Arrivé le 17 avril dernier au studio de la plaine Saint-Denis pour le débat avec Marine Le Pen, Macron se dit être concentré et prêt pour un débat qui doit permettre à l'un et à l'autre

d'expliquer ses idées, ses projets pour la France et de clarifier aussi tout ce qui doit l'être.

Puis il ajoute : « *Je crois qu'on est conscient de l'importance de ce moment, j'ai aussi à répondre de tout ce que nous avons fait durant les 5 années qui viennent* ».

Son lapsus se basait peut-être sur les sondages du moment ou alors il avait déjà les résultats du vote du 24 avril, 7 jours à l'avance.

Si d'aucuns ne voient le lapsus que comme une erreur de langage et une confusion de syllabes, Sigmund Freud y voit la manifestation de notre inconscient subversif.

Pour lui, le lapsus est en fait un acte manqué : il exprime de façon inconsciente ce que l'individu garde en lui et ne veut pas divulguer à son entourage et son auditoire, mais qu'il désire profondément.

Ne faudrait-il pas soumettre notre président bien-aimé à une psychanalyse freudienne ?

Messin'Issa